

**Quelles alternatives
à l'imaginaire de l'*american way of life* ?**

Épisode III : S'autolimiter ?



« Quelles alternatives à l’imaginaire de l’*american way of life* ? » est le fruit du travail de deux groupes de lecture.

Pour le chapitre « Diagnostic », **le Groupe « Chantier d’avenir »** composé de Michel Cordier, Catherine Royer, Gabrielle Lefèvre, Jean-Claude Cahen, Jean-Louis Smyers, Marie-Christine Dewolf, et Annick Carpentier.

Pour les autres chapitres, le **Groupe « Vision » de Grands-parents pour le Climat**, composé toujours de Michel Cordier ainsi que de Jacques de Gerlache, Christiane Lambin, Jean-Marie Pierlot, et Andrée Cornette.

Enfin, merci à Leo Goeyens pour sa lecture attentive et ses suggestions.

Vos réactions sont les bienvenues : michel.cordier@gpclimat.be.

Vos commentaires et suggestions nous permettront d’enrichir le document en vue d’une nouvelle édition.

Éditions Clepsydre
Rue Al’ Gaille, 9
1400 Nivelles

www.clepsydre.be

Tél. 0473 313 568

Edition digitale – Version 1.0 – 22-04-25

Sommaire

S'autolimiter : une voie vers la sobriété, un moyen pour atteindre un but ?	4
Vers un pacte social-écologique ?	5
1. Cadre philosophique et psychologique.....	5
2. Travailler/produire.....	8
3. Préserver sa santé.....	11
4. Cadre démocratique.....	12
5. Se libérer des limites imaginaires.	23
6. Comment un système de valeurs peut évoluer	26
Vers un éco-humanisme	31
Deux autres visions : néolibéralisme et transhumanisme.....	29
Brèves citations méritant d'être épinglées.....	31
Présentation des huit épisodes	33



S'autolimiter : une voie vers la sobriété, un moyen pour atteindre un but ?

Il s'agit bel et bien d'un projet de rupture : il implique de questionner ce qui relève de l'évidence, des pratiques courantes ou socialement associées à une vie désirable, comme manger de la viande à chaque repas, renouveler sa garde-robe encore bien remplie ou un téléphone qui marche encore, multiplier les déplacements en voiture et foncer sur l'auto-route...

Est-elle pour autant une atteinte aux libertés, comme le clament ceux qui voient là une « écologie punitive » ? Pas forcément, selon Bruno Villalba, professeur de science politique à AgroParisTech : « La démocratie, c'est la négociation des normes communes, des contraintes et des limites. La liberté n'y est jamais absolue. La sobriété, ce n'est rien d'autre que redéfinir la hiérarchie des usages légitimes de l'énergie (et d'autres ressources). Il faut cesser, par exemple, de vendre comme perspective l'accès de tous au rêve d'une piscine individuelle, détaille Bruno Villalba. Ou de voir, dans le fait de se déplacer quand on veut avec une voiture individuelle, une liberté non négociable. »

Nous sommes pris entre des injonctions contradictoires. Difficile de suivre la voie de la sobriété alors même que l'ensemble de l'organisation économique et sociale continue d'encourager une consommation effrénée. Sortir de cette dissonance cognitive suppose de remettre les « petits gestes » – baisser le chauffage, passer au vélo... – à leur juste place. Il ne suffit pas que de se focaliser sur les changements de comportements individuels. Pour pouvoir consommer moins (d'énergie), on a surtout besoin que le politique agisse. Il faut par exemple développer des infrastructures pour permettre aux gens de se passer de la voiture, pousser les constructeurs à mettre sur le marché des véhicules plus petits et légers... La sobriété est vue aujourd'hui comme une contrainte parce qu'il est quasi impossible d'être sobre dans la société actuelle.

Vers un pacte social-écologique ?

IN : *Terre en vue. Plaidoyer pour un pacte social-écologique*, Cédric Chevalier, Préface d'Esmeralda de Belgique (Ed. Luc Pire, 2021).

1. Cadre philosophique et psychologique

L'autolimitation après la démesure. « C'est notre démesure qui nous fait transgresser les limites de la vie sur Terre et c'est donc la mesure qui nous permettra d'instituer l'autolimitation. »

« La Démesure est l'incapacité à trouver la juste mesure entre les limites et leur transgression. Au niveau de l'humanité, elle est le signe de notre incapacité à nous doter des institutions nécessaires pour instaurer collectivement cette mesure, autrement dit, notre incapacité à nous autolimiter. Comme absence de mesure, la Démesure signifie autant l'excès que le manque par rapport à ce qui est adéquat. D'un côté, nous sommes trop orgueilleux, en pensant pouvoir franchir des limites [naturelles] infranchissables, et, d'un autre côté, nous sommes trop humbles, en refusant de dépasser certaines frontières [politiques] purement humaines. Et, pendant ce temps, nous transgressons des frontières à ne pas franchir.

In fine, l'Urgence existentielle qui menace l'espèce humaine ne sera résolue ni par la science, ni par la technologie, ni par l'économie, ni par la politique, ni par des institutions nouvelles, qui ne sont que des moyens aux services de fins. Sans conception adéquate de la juste mesure, tous ces outils échoueront à nous faire changer de trajectoire. Le lieu fondamental de la crise se situe en réalité au niveau métaphysique (notre vision du monde) et éthique (ce qu'il faut faire moralement). Si la métaphysique est le domaine de la philosophie qui étudie la manière dont nous concevons le monde, alors nous devons réintégrer dans notre métaphysique une dialogique de la Limite et de sa transgression, c'est-à-dire devenir capables de distinguer les limites infranchissables des frontières franchissables¹. Si l'éthique est le domaine de la philosophie qui préconise ce que nous pouvons et devons faire moralement en tenant compte des contraintes du réel, alors nous devons réintégrer dans notre éthique le sens de la mesure, c'est-à-dire la capacité à

¹ Ceci rejoint le concept de limites planétaires sûres et justes évoqué dans le premier épisode.

distinguer, parmi les frontières franchissables (identifiées par cette nouvelle métaphysique), celles à ne pas transgresser et celles à dépasser. »

Institutionnaliser la mesure. Dans un monde fini, notre bonheur, notre joie d'exister ne dépendent pas d'une augmentation illimitée des quantités (...) mais de l'expérience vécue.

« Plusieurs millénaires de sagesse et de découvertes scientifiques accumulées indiquent que l'expérience subjective de vie n'est pas corrélée de manière mécanique à l'obtention d'un plus quantitatif, bien au contraire. Nous ne sommes pas plus heureux en consommant plus, en roulant plus vite, en voyageant plus loin, en ayant plus de partenaires sexuels, en mangeant plus, en ayant des maisons plus grandes, etc. Philosophies et sciences concordent pour indiquer la rapide saturation des besoins humains de base au-dessus d'un certain seuil et le fait que le bonheur se trouve davantage dans un perfectionnement qualitatif, en termes d'intensité d'existence.

À l'appui de ce raisonnement, nous pouvons citer notamment le concept de *flow*, comme une expérience subjective d'épisodes de vie, jugée optimale par ceux qui la connaissent, et qui ne dépend pas du tout de la croissance quantitative. En psychologie positive, le *flow* – mot anglais qui se traduit par flux –, ou la zone, est un état mental atteint par une personne lorsqu'elle est complètement plongée dans une activité et qu'elle se trouve dans un état maximal de concentration, de plein engagement et de satisfaction dans son accomplissement. Fondamentalement, le *flow* se caractérise par l'absorption totale d'une personne par son occupation. Selon Mihály Csíkszentmihályi, le psychologue qui a inventé ce concept, le *flow* est un état totalement centré sur la motivation. C'est une immersion totale, qui représente peut-être l'expérience suprême, employant les émotions au service de la performance et de l'apprentissage. Dans le *flow*, les émotions ne sont pas seulement contenues et canalisées, mais en pleine coordination avec la tâche s'accomplissant. Le trait distinctif du *flow* est un sentiment de joie spontané, voire d'extase pendant une activité. Les travaux de Csíkszentmihályi suggèrent que l'augmentation du temps passé dans le flux rend notre vie plus heureuse et plus réussie. Ces travaux scientifiques rejoignent les grands enseignements des sagesse, philosophies et religions : le *flow* ne dépend pas de la richesse, mais de l'expérience vécue (...).

Dans un monde fini, bordé de limites planétaires, notre bonheur, notre joie d'exister ne dépendent aucunement d'une augmentation illimitée des quantités (...).

Réduire et ralentir le métabolisme économique mondialisé pour sortir de la démesure.

Une manière de sortir de la Démesure est donc immédiate : il s'agit de réduire et de ralentir le métabolisme économique mondialisé (...). Ralentir, c'est réduire l'empreinte écologie et mieux vivre. C'est le sens d'ailleurs du « *buen vivir* », de la « *dolce vita* », du « *slow food* », ce dernier ayant essaimé en « *slow sex* », « *slow research* », « *slow travel* », de la « *slow life* » en somme. Les personnes en vacances ou à la retraite ralentissent souvent le rythme de leur existence : en marchant plus, en faisant du vélo, la sieste, en prenant le temps de cuisiner et de déguster un bon repas, en discutant avec des amis, en dansant avec leur conjoint, en jouant avec leurs enfants et petits-enfants, en écoutant de la musique, etc. Ce ralentissement et cette simplification de l'existence sont souvent parmi les meilleures expériences de la vie.

Au contraire, l'hyperactivité peut exciter un temps, mais conduit au dépassement de nos limites corporelles et mentales, au surmenage, à l'épuisement, et à une expérience de vie malheureuse. La vie speedée conduit au *burn out* et à l'insatisfaction. Ceux qui poursuivent des objectifs quantitatifs en croissance illimitée sont souvent des monstres de frustration et de déconvenue. Certains économistes évoquent d'ailleurs, dans les années 1970, cette « économie sans joie » dans laquelle baignaient des individus frustrés, drogués à la consommation matérialiste. Tandis que d'autres développèrent le fameux slogan du « *less is more* », ou vivre mieux avec moins.

Il y a donc un bon sens partagé et une base scientifique et philosophique objective pour aller vers une société de la lenteur, de la suffisance, de l'intensité, de la qualité de vie, en sortant de notre société de la vitesse, de l'insatiété, de la dispersion, de la quantité de choses. Combien d'êtres humains vivent aujourd'hui dignement, en paix, et mènent une existence heureuse ? Trop peu. Dès lors, le potentiel d'amélioration du bonheur humain est, aujourd'hui, virtuellement illimité ! »

La Métamorphose : répondre à l'illimitisme par l'autolimitation pour empêcher l'Omnicide.

L'idée de métamorphose émerge dès le début de la révolution industrielle, « avec pour objectifs de réguler, de limiter et d'inverser l'élan d'expansion illimitée, pour empêcher l'Omnicide. Pour le philosophe Edgar Morin, pour éviter les scénarios du pire, l'humanité

doit se métamorphoser (...). Pour éviter que l'aventure humaine ne s'arrête, il s'agit de répondre à l'illimitisme par l'autolimitation (...).

2. Travailler/produire

Différencier ce qui doit décroître et ce qui doit croître.

Nous devons, nous dit Edgar Morin, différencier ce qui doit croître :

« L'économie des besoins vitaux, l'économie des produits salubres, l'agroécologie et l'agriculture fermière, l'économie des produits de consommation et d'usages locaux, l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, l'économie artisanale et néoartisanale, les subsides aux services publics, notamment hôpitaux et écoles »

Et ce qui doit décroître :

« L'économie de l'agriculture industrialisée et de la conservation industrialisée, l'économie des produits à la qualité illusoire pour beauté, santé, jeunesse, l'économie des produits à obsolescence programmée, l'économie du jetable, etc.' »

Le consensus scientifique exige que *décroissent puis cessent* :

- « la destruction des écosystèmes et de la biodiversité ;
- le braconnage et la consommation de viande sauvage ;
- les émissions de polluants dans l'air, l'eau et les sols, en ce compris les gaz à effet de serre dans l'atmosphère ;
- l'artificialisation des terres et la déforestation (la construction nouvelle de routes, d'aéroports, d'infrastructures, de bâtiments, d'usines, de mines, de carrières, etc.) ;
- la production et la dispersion de déchets non dégradables dans les sols, les espaces naturels, les océans et dans l'espace ;
- l'éclairage artificiel ;
- le bruit ;
- etc.

tandis que doivent décroître significativement sous un seuil soutenable :

- l'extraction de ressources naturelles ;
- l'extraction d'eau douce ;

- la production et la consommation de viande ;
- la pêche industrielle ;
- la production et l'émission de déchets dégradables ;
- la production et la consommation d'équipements (technologies de l'information, mobilier, outillage, accessoires, vêtements, etc.) ;
- etc. »

L'économiste Timothée Parrique² propose de comprendre la décroissance de trois manières différentes :

- comme un déclin (la définition environnementaliste),
- comme une émancipation (la définition révolutionnaire),
- et comme une destination (la définition utopique).

« La décroissance comprend une utopie (espérance) à atteindre via une décroissance, elle-même rendue possible par une décroissance ».

« Si l'on résume la littérature, la nature de la décroissance (...) [consiste]

- à réduire et à ralentir le métabolisme économique,
- (...) à mettre en œuvre la justice et l'égalité via la redistribution,
- en la recherche de la joie et du bonheur dans l'existence
- et à la mise en place de la démocratie et du collectif.

Elle n'est ni confinement, ni économie en pause, ni récession, ni appauvrissement, ni austerité, ni misère, ni ascétisme, ni dictature verte, ni expertocratie (...).

Pour vivre et être heureux, nous n'avons « besoin » que d'un peu d'eau et de nourriture, d'un logement, de vêtements, de soins de santé, d'un accès à l'éducation et à la culture, de la sécurité, de la liberté politique et de la convivialité de nos relations humaines. Rien ne nous oblige à croître quantitativement pour être heureux. Faire l'amour, jouer avec ses enfants, faire la fête avec ses amis, jouer ou écouter de la musique, se balader dans la nature, nager dans la mer, faire la sieste sur une plage, pique-niquer dans la forêt, jouer à un jeu de société, cuisiner un bon petit plat et le partager avec des convives, jardiner, observer les étoiles, contempler la nature, lire un bon livre, bricoler, assister à un concert, fabriquer soi-même ses objets ou produits domestiques, débattre entre citoyens, etc., n'impliquent pas de croissance de l'économie et de l'empreinte écologique (...).

² **Timothée Parrique, *The Political Economy of Degrowth***, PhD thesis in Economics at University Clermont Auvergne (France) and Stockholm Resilience Centre (Sweden), March 2020.

Il reste « la question des inégalités et de la justice dans le monde. L'essentiel des pressions écologiques, de l'empreinte écologique planétaire est causé respectivement par les 50 % puis les 10 % des plus riches, et en particulier le pour cent de personnes richissimes. Les Occidentaux en font partie. La croissance quantitative est donc terminée pour nous. Nous devons décroître vu l'*overshoot* et les inégalités dans le monde. Le seul débouché pour l'Europe est donc la poursuite de la qualité de vie, dont elle doit faire sa boussole politique. Le Vieux Continent, qui fut l'exemple de la croissance quantitative mortelle, doit devenir l'exemple de la croissance qualitative aux yeux du reste du monde, malheureusement en train de suivre la même voie insoutenable. »

Avoir le courage de se mettre en économie de guerre pour réduire massivement toutes les activités économiques qui aggravent la probabilité d'occurrence de catastrophes environnementales et donner une priorité absolue aux autres secteurs qui conditionnent la réponse à ces menaces.

Une économie de guerre, mais sans être dirigée vers un ennemi extérieur. L'économie de guerre désigne les pratiques économiques exceptionnelles mises en œuvre lors de certaines périodes historiques de fortes agitations ou d'autarcie extrême, généralement, mais pas nécessairement liées à l'existence de conflits armés. Elle a pour objectif le maintien des activités économiques indispensables à un pays, l'autosuffisance, la dissuasion de la consommation privée, la garantie de la production des aliments et le contrôle de l'économie depuis l'État.³

« Jacques Attali évoque⁴ en ces termes la leçon à tirer de la pandémie pour faire face à l'Urgence [environnementale] : "Ces menaces sont d'une tout autre nature que celles d'une pandémie, et provoqueront beaucoup plus de dommages irréversibles. Ne pas s'y préparer, c'est s'attendre à revivre mondialement les improvisations, les erreurs, les tâtonnements, les manques, les pénuries, que nous vivons maintenant. Dans des proportions bien plus grandes. Et sans solution, car on ne pourra pas refroidir la planète, ni faire renaître des espèces disparues ; ni espérer qu'un vaccin nous protège du manque d'eau ou de la pollution de l'air. Ne pas s'y préparer, c'est aggraver la probabilité de guerres entre nations ou entre groupes sociaux, dans un monde devenant invivable. S'y préparer dès maintenant, c'est tirer les vraies leçons de la pandémie actuelle ; c'est avoir le courage de se mettre en économie de guerre pour réduire massivement toutes les activités économiques qui aggravent la probabilité d'occurrence de ces catastrophes (les énergies fossiles et les moyens de transport qui les utilisent, le plastique, la chimie, les industries textiles) ;

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_guerre#

⁴ <https://www.attali.com/coronavirus-2/la-pandemie-et-apres>

et c'est donner une priorité absolue aux autres secteurs qui conditionnent la réponse à ces menaces : les industries médicales, les hôpitaux, la formation de médecins, la recherche, l'éducation, l'hygiène, l'alimentation, l'agriculture raisonnée, le digital, la distribution, les énergies propres, l'eau propre, la sécurité, la culture, la démocratie, la finance non spéculative et l'assurance, le logement durable.' »

Reconnaître à la fois les limites planétaires à ne pas dépasser et un plancher social de qualité de vie sous lequel ne pas descendre.

« Pour répondre à la peur légitime de la régression, qui bloque ou ralentit vraisemblablement depuis longtemps la Métamorphose, il est indispensable de proposer un cadre politique juste et sécurisant. Cela implique de réduire drastiquement toutes les inégalités, dans chaque société entre catégories de la population, entre pays et entre générations. Cela implique de garantir à chacun qu'il disposera des conditions minimales pour mener une vie digne et heureuse. Ce cadre pourrait être schématiquement celui de l'économie du donut, proposé par l'économiste britannique Kate Raworth. Il s'agit simplement de reconnaître à la fois les limites planétaires à ne pas dépasser et un plancher social de qualité de vie sous lequel ne pas descendre. Entre ces deux limites se situe la politique à mener, soutenable à la fois écologiquement et socialement. Un espace sûr et juste de progression pour l'humanité. »

3. Préserver sa santé⁵

Une approche de la santé publique intégrant la santé humaine, la santé animale et celle des écosystèmes.

La santé, l'économie et l'écologie forment un seul et même système interdépendant, ce que défend le mouvement *One World One Health*⁶, un mouvement qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locales, nationales et planétaire. Elle vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes à risque pandémique.

⁵ Physique et mentale ! La communauté scientifique a mis en garde à plusieurs reprises contre ce problème (qui n'est certainement pas des moindres) et a fourni de nombreux arguments.

⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/One_Health

Cette initiative est née au début des années 2000 en réaction à un risque écoépidémiologique croissant, mais aussi en réaction à l'hyperspécialisation médicale et au morcellement des disciplines de santé (animale et vétérinaire).

Il repose aussi sur le constat que 60 % environ des maladies humaines infectieuses connues ont une origine animale et qu'au moins 70 % des maladies émergentes ou réémergentes graves sont depuis un siècle presque toujours des maladies zoonotiques ou à vecteurs (comme la maladie de Lyme), qui peuvent être favorisées par des déséquilibres écologiques et/ou climatiques.

« Jacques Attali propose l'idée d'une économie de la vie⁷ qui ferait se rejoindre **santé planétaire**⁸, santé des écosystèmes et des êtres vivants, santé publique et santé individuelle⁹. Il donne une idée de la Métamorphose nécessaire : "Cela exigera une immense reconversion ; une nouvelle vision du monde, tournée vers les générations futures ; de nouvelles valeurs, plus altruistes, de nouvelles priorités, moins futiles. Une nouvelle façon de faire de la politique." Il insiste sur le caractère existentiel, irréversible, du moment : « Nous n'aurons pas de seconde chance. Si nous ne nous y mettons pas sérieusement au plus vite, nous regretterons cette pandémie, comme un de nos derniers moments heureux. » Enfin, il ne laisse planer aucun doute sur l'Omnicide qui nous attend si nous échouons : "s'ils [les décideurs] ne le font pas, il n'y aura, un jour, dans un siècle ou moins, même plus de générations futures pour les maudire" ».

4. Cadre démocratique¹⁰

Face à l'Écocide, seul l'État dispose de suffisamment de puissance d'action pour sauvegarder le bien commun.

« [Face à une pandémie (le COVID)] (...) comme face à l'Écocide, seul l'État dispose de suffisamment de puissance d'action pour sauvegarder le bien commun. Il est le seul à

⁷ Jacques ATTALI, *L'Économie de la vie. Se préparer à ce qui vient*, Paris, Fayard, 2020.

⁸ Voir : « **Santé planétaire, soigner le vivant pour soigner notre santé** », S. Myers & H. Frumkin, Rue de l'échiquier (2022). L'ouvrage de référence sur le concept de santé planétaire, révélateur des liens indéfectibles entre les activités humaines et leurs conséquences sur la santé des individus et des écosystèmes. Ainsi que l'Alliance santé planétaire : <https://santeplanetaire.org/sante-planetaire>

⁹ L'économiste Éloi Laurent propose de remplacer l'objectif de croissance par un objectif de santé. IN : *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*, Les liens qui libèrent, 2020

¹⁰ Pour arrêter la tendance à l'extrême-droïtisation.

pouvoir coordonner l'action collective face à une crise et une urgence existentielles. Il est le seul à pouvoir instaurer la Limite et sa transgression pour parer à l'Écocide et engager la Métamorphose dans le respect de la démocratie et des droits humains. Mais sa puissance est celle que lui confère la multitude, elle repose *in fine* sur la participation, la délibération et le contrôle de l'État par les citoyens, notamment via leurs parlements et la Justice. Sans cet engagement citoyen pour confier à l'État un mandat proactif, les démocraties tomberont dans le piège de la réactivité face aux urgences existentielles : elles déclareront l'état d'urgence au mépris de nos droits et libertés. Les régimes autoritaires, quant à eux, seront trop heureux d'utiliser les mêmes arguments de « nécessité » pour faire de l'état d'exception la norme et réduire à néant des droits et libertés déjà bafoués chez eux depuis longtemps. L'éconégationnisme autoritaire et le néolibéralisme totalitaire privilégient en effet la Démésure et sont les moteurs « turbo » de l'Écocide (...).

Pour éviter l'abîme de l'Écocide et le gouffre de la dictature, nous n'avons que le choix de hisser la démocratie à la hauteur de l'Urgence. Cela implique que les citoyens fassent émerger un État d'Urgence écologique, capable d'institutionnaliser la dialogique de la Limite et de sa transgression. »

Vers un nouveau type de Contrat social pour protéger le bien commun des Terrestres, les vivants humains et non humains, et les inertes qui permettent la vie.

« Comment protéger la prospérité de la communauté humaine de la menace des urgences existentielles ? Comment protéger chaque partie (le Citoyen) contre le tout (l'État) ? Comment protéger le tout (l'État) contre les parties (les Citoyens) ? Comment protéger les États et les Citoyens les uns contre les autres ? C'est à ces questions que proposait de répondre le Contrat social, formulé par différents philosophes des Lumières, et le plus fameusement par Jean-Jacques Rousseau. »

« C'est en 1762 que le philosophe Jean-Jacques Rousseau publie *Du Contrat social ou Principes du droit politique* à Amsterdam. Cet essai est aujourd'hui considéré comme une œuvre fondatrice de philosophie politique, qui a profondément déterminé la manière dont nous concevons nos démocraties modernes et les relations entre l'État et les Citoyens, à travers la Constitution, le droit, les élections, le Parlement, le gouvernement, la justice et l'administration. »

« Mais le Contrat social des Lumières, comme fiction politique, fut conclu uniquement par et pour les humains. Nulle part n'y trouve-t-on place pour « Gaïa »¹¹ et toutes ses

¹¹ De même, pour les économistes classiques (XVIII-XIX^e siècle) – et de nos jours pour les économistes « orthodoxes », largement majoritaires –, la nature n'a pas de valeur en soi, elle en

manifestations vivantes, comme les virus. La pandémie est en ce sens un avertissement. Elle nous montre que notre Contrat social est mortellement incomplet. Jusqu'à présent, la nature était considérée comme un simple décor ne participant pas aux affaires humaines. Aujourd'hui, elle monte sur scène et interrompt bruyamment les acteurs. Le Contrat social doit donc s'élargir au non-humain, inerte ou vivant. Il s'agit désormais de signer un Contrat social-écologique, ou *Pacte social-écologique*, qui lie l'humain avec le non-humain et oblige mutuellement ses parties envers le tout, et vice versa. L'État doit protéger les Citoyens contre l'Écocide, mais il doit aussi protéger Gaïa contre les Citoyens. Les Citoyens, à leur tour, doivent protéger les non humains contre l'État. Enfin, les États doivent protéger Gaïa contre les États écocidaires. Tisser ce nouveau faisceau de liens contractuels d'interdépendance protège le bien commun des Terrestres, les vivants humains et non humains, et les inertes qui permettent la vie comme les lacs, les rivières, les plages, les montagnes et les océans. La crise sanitaire peut servir d'opportunité historique pour accélérer la refondation du Contrat social en y incorporant la dimension écologique. (...)

Nous avons axé la quête du bonheur sur la production illimitée de quantité de biens et services, devenue aujourd'hui impossible à cause des limites planétaires, et non souhaitable (...). Il est [donc] essentiel de redéfinir publiquement des finalités de l'existence dans le cadre (...) [de ces] limites. »

Pour le philosophe Michel Serres « l'état de violence sans limites "entre l'Homme et le Monde appelle l'élaboration d'un nouveau droit, un contrat naturel venant compléter le contrat social établi entre les hommes¹²". Il poursuit : "avec le contrat social nous ne pensons le droit qu'à partir d'un sujet de droit. Ce contrat a pour unique cadre le sujet humain, il se ferme sur soi, laissant hors-jeu le monde et la Nature, collection énorme de choses réduites au statut d'objets passifs. Le sujet de la connaissance et de l'action jouit de tous les droits et ses objets d'aucun. Ceux-ci n'ont encore accédé à aucune dignité juridique. Il est donc nécessaire de procéder à une révision du droit." Le Contrat naturel est le résultat de ce changement, il montre les limites du Contrat social afin d'en universaliser la portée. Il défend l'idée que le Contrat social, pour atteindre sa pleine universalité, doit être étendu non seulement aux vivants, mais également aux objets inertes. La nature et tout ce qui y est rattaché deviennent ainsi sujets de droit, selon des modalités différenciées évidemment. Ce contrat ouvre un nouveau type de rapport convivial, celui de symbiose et de

acquiert uniquement à travers le travail humain. L'être humain, grâce aux techniques, doit domestiquer la nature dont il est le maître. Karl Marx pense de même. Certains philosophes et économistes avaient conscience des limites des ressources naturelles et craignaient la fin de la croissance, mais ils étaient peu écoutés.

¹² **Michel SERRES, Le Contrat naturel**, Paris, Flammarion, 2020 (1990).

réciprocité, où la possession et la maîtrise laissent place au respect, à l'écoute et même à la contemplation. Ce sont ces liens de réciprocité qui dessinent le Contrat naturel. "Contrat d'armistice dans la guerre objective, contrat de symbiose : le symbiote admet le droit de l'hôte, alors que le parasite – notre statut actuel – condamne à mort celui qu'il pille et qu'il habite sans prendre conscience qu'à terme il se condamne lui-même à disparaître. Le parasite prend tout et ne donne rien ; l'hôte donne tout et ne prend rien. Le droit de maîtrise et de propriété se réduit au parasitisme. Au contraire, le droit de symbiose se définit par la responsabilité : autant la nature donne à l'homme, autant celui-ci doit rendre à celle-là, devenue sujet de droit." ».

Vers une synthèse sociale-écologique : écologiser l'humanisme, le libéralisme et le socialisme, et humaniser, libéraliser, socialiser l'écologisme.

« De nombreux courants d'idées tentent de formuler une synthèse entre :

- « la fin du mois et la fin du monde » ;
- le plafond écologique et le plancher social ;
- les limites planétaires et les besoins humains fondamentaux ;
- la liberté dans la démocratie et l'autolimitation dans la loi ;
- la liberté, l'égalité et la fraternité ;
- la justice et la soutenabilité ;
- les générations présentes et futures, ici et ailleurs.

(...)

Une fois le bon grain séparé de l'ivraie ne demeurent que les courants voisins qui forment une vision possible, suffisante et désirable face à l'Urgence :

- l'écologie politique ;
- l'écosocialisme ;
- la social-écologie ;
- l'écologie intégrale ;
- l'écologie profonde ;
- l'écorépublicanisme ;
- la décroissance ;
- etc.

Et qui forment des propositions politiques comme :

- le Green New Deal ;
- l'État social-écologique ;

- l'État providence social et écologique ;
- l'État résilient ;
- la permacircularité ;
- les Nouveaux Jours Heureux ;
- le Pacte pour le vivant ;
- le Pacte pour le pouvoir de vivre ;
- le nouveau Contrat social-écologique ;
- le Pacte social et écologique ;
- etc.

Ces courants et ces propositions politiques restent néanmoins insuffisants, car ils n'abordent pas suffisamment la question métaphysique et éthique de la Limite et de sa transgression (...). »

« En fin de compte, ni la transition écologique post-croissante et post-capitaliste, ni la révolution écosocialiste anticapitaliste, ni le Green New Deal écomoderniste et capitaliste¹³ ne peuvent permettre de hisser la démocratie à la hauteur de l'Urgence. Bien qu'il faille abolir le capitalisme et le néolibéralisme, fruits pourris de l'illimitisme (...), on ne peut s'épargner de creuser plus profondément pour déraciner la Dèmesure ou, du moins, la délimiter. C'est pourquoi la Métamorphose est bien plus qu'une politique socio-économique, elle est une politique de l'humanité, une politique de civilisation, un changement fondamental de paradigme anthropologique.

La synthèse pour le XXI^e siècle se situe à la confluence des grands courants de pensée humaniste, libéral, socialiste et écologiste qui tous doivent subir un aggiornamento important, en allant chercher chez leurs voisins les pièces manquantes à leur puzzle, en mêlant social et écologique. Il s'agit d'écologiser l'humanisme, le libéralisme et le socialisme, et d'humaniser, libéraliser, socialiser l'écologisme. »

Vers un Pacte social-écologique. Un Pacte d'autonomie interdépendante, qui fixe démocratiquement les [justes] limites de la société en tenant compte des liens de dépendance et d'interdépendance avec le reste du monde, humain et non humain, vivant et inerte, présent et futur.

L'objet de ce pacte comprendrait

- la liberté conçue par les philosophes libéraux,
- l'égalité, la justice et l'émancipation revendiquée par les socialistes,

¹³ Selon l'écomodernisme, la technologie va nous sauver.

- l'autonomie et les limites planétaires défendues par les écologistes,
- et la valeur spécifique de l'être humain incarnée dans l'humanisme.

Son enjeu : l'existence de l'humanité et du reste du vivant à long terme, avec une existence de qualité.

L'objet du Pacte pourrait être formulé comme suit : « Une vie bonne, avec et pour autrui, humain et non humain, dans des institutions justes, compatibles avec la permanence d'une vie authentique sur la Terre. »¹⁴

- « La nécessité des "institutions justes" fait écho au plancher social dont nous avons besoin et à une forme de justice entre les générations humaines et non humaines, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain. »
- Celle de la "permanence" est liée au fait que « nous devons désormais nous montrer collectivement responsables envers le futur lointain et l'ensemble de la planète. »
- Enfin, la précision "humain et non-humain" indique une éthique non-anthropocentrique, dans le respect des autres êtres vivants et de l'environnement, dont nous sommes interdépendants.

« Le défi de notre temporalité est de hisser la démocratie à la hauteur de l'Urgence afin d'éviter l'Omnicide, en accélérant la Métamorphose pour mettre fin à l'Écocide. Si la métacause de l'Écocide est la Dèmesure, c'est donc que nous devons instituer la mesure. Si la Dèmesure est une conception erronée des limites et de leur transgression possible, la mesure doit alors intégrer les limites infranchissables, les frontières à franchir et à ne pas franchir dans notre conception du monde (métaphysique), nos règles d'action (éthique), notre manière de gouverner (politique), notre droit, nos organisations et nos procédures (institutions), notre manière de répondre à nos besoins fondamentaux (organisation socio-économique), etc. Les limites et frontières dont nous parlons étant sociales et écologiques, le Pacte doit l'être également. Il s'agira d'un Pacte instituant la Limite, d'un Pacte d'autonomie interdépendante » :

« Nous devons acquérir la capacité de nous autolimiter et de nous autodépasser lorsque c'est possible, nécessaire et souhaitable, en tenant compte de nos liens entre Terrestres.

¹⁴ Cette formulation est inspirée par les travaux des philosophes **Paul Ricœur**, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990 et **Hans Jonas**, *Le Principe responsabilité*, Paris, Flammarion, 2013 (1979).

Cette capacité, nous l'avons appelée ici l'autonomie interdépendante, à la suite du philosophe Serge Audier¹⁵. »

« **L'autonomie interdépendante** est [donc] la capacité, pour une société, à se fixer à soi-même ses propres limites, librement et démocratiquement, en tenant compte de ses liens de dépendance et d'interdépendance avec le reste du monde, humain et non humain, vivant et inerte. »

« Cette autonomie ne peut plus être conçue uniquement comme une affaire entre les humains comme dans l'ancien Contrat social. Il faut désormais tenir compte des contraintes, des limites, de la finitude, de la résistance du monde, de la nature (...). Nous dépendons de la nature qui dépend désormais de nous (...). [Quant aux] générations futures, humaines et non humaines, [elles] dépendent de nous [également] et nous dépendons d'elles pour donner un sens à notre existence [au-delà de] (...) notre mort. Ainsi notre autonomie n'est pas "hors-sol" [c'est-à-dire inconsciente des limites planétaires] (...).

Au niveau éthique, le vice qui cause la Dèmesure est appelé par les anciens Grecs *l'hubris*¹⁶, tandis que la vertu qui combat la Dèmesure et mène à la mesure se nomme *la tempérance*. » « Dans la mythologie grecque, Hybris personnifiait la Dèmesure (...), le dépassement fautif des limites, tandis que Némésis était la déesse qui rétablissait l'équilibre en faisant se rétracter l'individu à l'intérieur des limites qu'il avait franchies. »

La tempérance assure la maîtrise de la volonté sur les instincts et maintient les désirs dans les limites de l'honnêteté, procurant ainsi l'équilibre dans l'usage des biens¹⁷. **Synonymes : sobriété, mesure, retenue, modération.**

Elle « est ainsi à la base de l'autonomie interdépendante individuelle et collective. Aux niveaux politique et institutionnel, cela implique de mettre en œuvre un nouveau Contrat (...), instaurant un espace de prospérité pour l'humanité, entre le plafond écologique et le plancher social. »

Mais comment impliquer les « Parties » qui ne peuvent s'exprimer (la nature, les non-humains, les générations futures) ? Cela peut se faire via des représentants ou « avocats »,

¹⁵ **Serge AUDIER, La Cité écologique. Pour un éco-républicanisme**, Paris, La Découverte, 2020

¹⁶ L'hybris, ou hubris, désigne un comportement ou un sentiment violent inspiré par des passions, particulièrement l'orgueil et l'arrogance, mais aussi l'excès de pouvoir et de ce vertige qu'engendre un succès trop continu. Les Grecs lui opposaient la tempérance et la modération, qui est d'abord connaissance de soi et de ses limites. Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hybris>.

¹⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Vertu_cardinale

comme les scientifiques et associations de défense du patrimoine, de la nature ou des animaux, et aux autres formes de contre-pouvoirs, qui siègeraient dans des institutions créées par la Constitution.

« En même temps, la démocratie doit devenir davantage participative et délibérative, active, expérimentale, pratique, et pas seulement représentative. (...). Ce qui implique un net renforcement de l'engagement civique des Citoyens. La démocratie délibérative va au-delà de la démocratie représentative, électorale, plébiscitaire ou référendaire, où l'on croit déceler la volonté générale dans un vote unique (...) ("le peuple a tranché", même dans l'ignorance et la précipitation) (...). »

La mise en œuvre du Pacte se ferait grâce à quatre mouvements simultanés : une logique d'intervention fondée sur les besoins fondamentaux, l'expérimentalisme démocratique, l'accès universel aux biens de base comme plancher social, avec la loi garante du respect du plafond écologique.

➤ ***Les leviers d'une logique d'intervention fondée sur les besoins fondamentaux.***

« Par définition, ce qui incarne la Limite dans notre société est **la loi**, la norme sociale, l'interdiction, la sanction, la justice, mais aussi la fiscalité, l'impôt, la taxe, le rationnement, le quota. C'est ce qui permet de poser le cadre de nos actions, les limites à ne pas franchir, et qui offre aussi l'opportunité de transgresser ce qui nous semblait infranchissable. »

« **Le financement** est un autre levier important : l'investissement dans les activités insoutenables doit cesser et le financement de la Métamorphose doit le remplacer complètement, à 100 % (...). Ce qui fera désormais la différence, [ce sera] le fameux « d'abord ne pas nuire » formulé par l'éthique médicale. »

« La Limite s'imposera dans la conception et **l'usage de la technologie et de la science**. L'outil et le savoir seront subordonnés à la volonté politique (...), qui sera désormais consciente de ses limites. La technoscience ne devra pas contraindre et aliéner l'agir humain (...), mais l'émanciper. »

« Nous devons **relocaliser l'économie en tenant compte de la biocapacité**, la capacité de charge de nos territoires. Ce *territoire social-écologique*, convivial, naturel, nourricier, beau et agréable sera peut-être le plus important levier du Pacte social-écologique. »

➤ ***L'expérimentalisme démocratique comme méthode, entretenue par une mobilisation générale des citoyens et des pouvoirs publics.***

« L'autonomie interdépendante implique la capacité pour les citoyens à se fixer démocratiquement à eux-mêmes leurs propres limites et transgressions, via **la participation et la délibération** », en sachant que chaque communauté « a des comptes à rendre à tous les Terrestres. »

Et en acceptant de s'engager dans **un processus essai/erreur.**

« L'économiste Timothée Parrique écarte la possibilité d'un « grand plan » pour la décroissance : "Si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est que les transitions sont aussi désordonnées qu'imprévisibles et qu'aucune théorie ne peut ou ne doit changer ce fait". Le philosophe Edgar Morin parle *d'écologie de l'action* pour décrire le fait qu'il existe une incertitude irréductible, pour le sujet qui agit, quant aux conséquences finales de son action. Cette incertitude rend impossibles la planification infaillible, la conception de plans parfaits *a priori*. Si des enjeux, des risques, des opportunités, des principes, des objectifs, une intentionnalité peuvent être établis *a priori*, il est impossible et sans doute non souhaitable d'établir *a priori* des plans hyperdétaillés qui ont toutes les chances d'échouer dès leur mise en œuvre, s'ils ne sont pas accompagnés d'un processus de gouvernance réflexive qui institutionnalise le feed-back et le processus d'enquête collective, selon l'expérimentalisme démocratique. La meilleure intention du monde peut se transformer en catastrophe. »

« Dans ce contexte, [le philosophe John] Dewey (...) [parle d'un] processus « d'enquête » comme similaire à celui de la méthode scientifique. Après formulation d'un problème, une série d'hypothèses sont émises puis testées, en fonction des résultats, on sélectionnera l'option la meilleure ou du moins l'option préférée, par essai et erreur, de manière récursive. » « Pour Dewey, la démocratie est un dispositif collectif d'enquête scientifique, où les problèmes, les hypothèses, les expérimentations et les solutions sont délibérés collectivement. »

➤ ***L'accès universel aux biens de base comme plancher social.***

« La confrontation aux limites écologiques nécessite d'opérationnaliser un nouveau principe médian : le *principe de suffisance*. T. Parrique le définit comme une règle de justice distributive stipulant que chacun, aujourd'hui et demain, devrait avoir assez pour satisfaire ses besoins fondamentaux, que personne ne devrait avoir trop en ce qui concerne les

limites planétaires, et que les niveaux socialement acceptables d'inégalité relative devraient être déterminés de manière autonome. »

Dans la même ligne, « l'anthropologue Paul Jorion et (...) l'économiste Vincent Burnand Galpin (...) proposent un nouvel État providence où (...) [serait] garantie la gratuité pour (...) pour *l'indispensable* via la démarchandisation des biens fondamentaux. Ils définissent *l'indispensable* comme un nombre limité de besoins fondamentaux et satiables. Afin de le pallier, ils revendiquent une constitution universelle pour l'économie et deux régimes économiques distincts respectivement pour le nécessaire et pour le superflu. La proposition des services universels de base est, selon eux, plus intéressante que la proposition d'un revenu universel de base en ce sens qu'elle [serait] (...) probablement beaucoup moins coûteuse pour l'État et ne [pourrait] (...) pas être neutralisée par les variations de prix ou détournée par les acteurs économiques. »

« Il existe également une riche et abondante littérature sur les *communs* comme moyen d'institutionnaliser à la fois des limites écologiques et des planchers sociaux, via une gouvernance démocratique collective et locale des biens communs.

L'État providence du passé devrait se transformer en *État résilience* et en *État social-écologique* pour inclure dans sa couverture sociale non seulement les risques sociaux traditionnels, mais aussi couvrir la prise de risque par les citoyens-entrepreneurs de la transition (avec, par exemple, un revenu de transition garanti) et les nouveaux risques sociaux et écologiques issus de la temporalité de l'Urgence (pertes d'emploi causées par les catastrophes naturelles, nouveaux risques climatiques à assurer collectivement, etc.). »

« Parmi les droits nouveaux à obtenir dans la Constitution pour fonder le plancher social devraient [entre autres] figurer :

- l'obligation pour toutes les décisions de l'État d'être compatibles avec l'intérêt des générations futures (avec contrôle de la Cour constitutionnelle, du Conseil d'État, de l'Inspection des Finances, de la Cour des comptes, de la Justice) ;
- le droit à l'objection de conscience écologique ou droit d'*opting out* (aucune législation ne peut forcer un citoyen à adopter un comportement destructeur pour l'écologie, l'État doit garantir l'alternative écologique) ;
- des droits écologiques subjectifs opposables aux tiers pour tous les Terrestres. »

➤ ***La loi garante du respect du plafond écologique***

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789, art. 4 : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi. »

« La loi est une limite qu'une société se donne (...) collectivement, dans le respect de la démocratie, des libertés et droits humains. »

« Liberté ne signifie pas absence de loi. (...) L'État doit garantir que chacun agisse afin que demeure la possibilité d'une vie authentiquement humaine et non humaine sur la Terre, au besoin en interdisant les modes de vie insoutenables. » Tous les modes de vie ne sont pas permis.

« Cela implique un renversement total des valeurs néolibérales d'aujourd'hui, dont le seul objectif est l'illimitation. »

Comme le dit l'astrophysicien Aurélien Barrau, « L'appel à la responsabilité individuelle ne suffit pas. Les humains sont faibles – même par rapport à leurs propres critères – et ont tendance à abuser des possibles qui leur sont offerts. (...) Nous n'avons souvent pas la force de nous restreindre, mais nous avons celle d'accepter – voire de demander – une loi qui nous restreigne (...). Il faut que la loi intervienne pour enfreindre les velléités individuelles qui ne sont plus compatibles avec la vie commune. » Exit le slogan de Mai 68 « Il est interdit d'interdire ».

Seul l'État peut garantir le Pacte social-écologique en toute légitimité.

« Il s'agit d'un État stratège, volontariste et interventionniste, qui mobilise sa puissance d'action et planifie la transition¹⁸. Cela implique un mouvement double : un réinvestissement et une activation massive de la sphère publique de la société, via l'État, et une mobilisation générale des citoyens comme composantes essentielles de cet État. Ce réinvestissement et cette mobilisation générale peuvent se faire au travers de tous les corps intermédiaires au sens large comme les initiatives citoyennes, les associations, les syndicats,

¹⁸ Dans une carte blanche parue dans *La Libre* le 07/08/22, l'économiste **Bruno Colmant** appelle d'urgence de ses vœux un tel État stratège (l'objet de son livre « **UNE BRÛLANTE INQUIÉTUDE** ») : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/08/07/le-capitalisme-neoliberal-nest-plus-compatible-avec-le-defi-climatique-INNZVTOFBRHUHMJD2ZQKDA3WA/>

les fédérations d'entreprises, la presse, les établissements de recherche, de formation et d'enseignement, les administrations territoriales, etc. »

« L'État social-écologique dont on parle ici aurait un rôle à la fois passif et actif : d'abord ne pas nuire (passivement), ensuite renforcer (activement) la capacité autonome des acteurs à se métamorphoser et ensuite utiliser (activement) sa propre puissance d'action pour mettre les ressources de la multitude au service de la transition. Tout cela en ne laissant personne sur le côté. »

5. Se libérer des limites imaginaires.

« Nous nous complaisons dans le paradoxe du fantasme de la toute-puissance (il n'y a pas de contrainte du réel qui ne nous résiste, notre technologie peut tout) et de l'impuissance (nous ne pouvons pas changer socio-politiquement, c'est trop dur). La sortie de la Démonstration exige une réponse tout aussi paradoxale : reconnaître les limites infranchissables et les frontières à ne pas transgresser, et dépasser les pseudo-limites imaginaires de la politique (...).

La puissance scientifique, technologique, industrielle, économique et bureaucratique que nous mobilisons, à cause de sa Démonstration, cause l'Écocide. Nous pourrions parfaitement satisfaire nos besoins de base et respecter les limites planétaires sans croître, avec une fraction de la puissance technoscientifique mobilisée actuellement, en créant de nouvelles institutions politiques. Malgré ces faits, nous consacrons une foi obscure à l'augmentation illimitée de cette pseudo-puissance comme solution illusoire à l'Écocide, tout en doutant de notre capacité à créer de nouvelles institutions politiques, seule véritable option que nous ayons encore. »

« La méthode scientifique et l'éthique permettent d'établir les limites infranchissables, les frontières à ne pas transgresser et celles qu'il faut dépasser, que la politique peut ensuite institutionnaliser. Ce nouvel édifice repose sur une métaphysique, une vision du monde, qui incorpore en tension dialogique la Limite et sa transgression. Un principe de limitation absolue, comme dans les cultures traditionnelles, ou de transgression sans bornes, comme dans la modernité dévoyée, néolibérale et transhumaniste, serait insuffisant. Une limitation et une transgression mesurées sont, à l'évidence, la seule attitude possible pour mener la vie bonne. »

« Pour survivre et bien vivre, l'humanité n'a plus le choix que de contester et de dépasser des frontières culturelles et politiques qu'elle s'est fixées à elle-même. L'enjeu

civilisationnel est en effet de réduire l'écart gigantesque entre le constat de la trajectoire d'effondrements et d'extinctions et le constat de l'inertie sociétale. »

La vision créatrice ? – « Nous pouvons réduire les émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici à 2050. Nous pouvons manger beaucoup moins de viande. Il existe des solutions pour isoler massivement le bâti et assurer la mobilité des citoyens en préservant l'équité sociétale. La majorité de la population peut se déplacer à pied, à vélo et en transport en commun et on peut reconstruire l'habitat dans des villes et villages arborés. On peut aller vers une prospérité sans croissance où les gens préféreront la qualité de vie à la quantité de marchandises. Avec un effort massif, nous pouvons construire une économie compatible avec les limites de la Biosphère. Les gens sont prêts, le coût est infiniment moins élevé que le coût de l'inertie, la compétitivité est un concept à remplacer par la résilience, les pays à l'avant-garde seront dans la meilleure position face aux chocs. Les gens sont prêts à faire des efforts et à s'adapter. La démocratie est capable de mener une transition écologique et solidaire massive, efficace et rapide, avec l'adhésion de la population. Des candidats courageux, empathiques et visionnaires peuvent mobiliser les électeurs et les convaincre de réclamer des politiques contraignantes, dans leur intérêt. »

Ou le statut quo fataliste ? – « Les gens ne renonceront jamais à leur voiture ni à prendre l'avion ni à leur villa quatre façades à la campagne. Ils ne veulent pas manger moins de viande. On ne va quand même pas installer des éoliennes partout ! Et les pauvres qui n'ont pas d'argent pour isoler leur maison, on les oblige à l'isoler et à abandonner leur vieille voiture polluante ? Jamais le monde économique ne renoncera à la croissance. Il n'est pas possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre en aussi peu de temps car la démocratie est lente. Les gens ne sont pas prêts. Cela coûte trop cher, cela menace la compétitivité, on ne peut pas avancer tout seul en tant que pays ou région. Les gens ne veulent pas renoncer à leur confort. Aucun candidat au pouvoir ne peut prendre le risque de proposer de nouvelles lois ou taxes aux électeurs, encore moins de les imposer une fois au pouvoir. Etc. »

Par rapport à un thème donné, les degrés d'acceptation des idées se graduent comme suit : **impensable, radical, (moins) acceptable, raisonnable, populaire et enfin politiquement correcte**¹⁹, avec une évolution dans le temps. A titre d'exemple, « L'abolition de l'esclavage a ainsi longtemps été « impensée », sauf par une poignée de philosophes, pour passer ensuite (...) par l'échelon de la radicalité, puis de l'acceptabilité. De plus en plus de gens ont considéré l'abolition de l'esclavage comme raisonnable. L'idée est devenue

¹⁹ Faisant l'objet d'un consensus large, voire majoritaire, sérieusement étudiée au niveau exécutif en vue d'une mise en œuvre concrète, ou déjà en cours de mise en œuvre.

populaire puis, enfin, politique, quand les États ont pris des mesures juridiques d'interdiction. »

« Le discours politique « autorisé » se situe à l'intérieur de la fenêtre [raisonnable-populaire-politique]²⁰, tandis que les propositions en dehors sont jugées moins « acceptables », [trop « radicales »] voire « impensables », par les électeurs et, donc, les élus. »

« Les propositions « acceptables » en dehors de la fenêtre sont en général amenées par les associations, les fédérations et les lobbies. Les idées radicales sont souvent formulées par des activistes qu'on dit « radicaux ». Enfin, le domaine de l'impensable est non verbalisé, jusqu'à ce que des pionniers l'évoquent. »

Face à la mondialisation croissante depuis les années 90, en prônant un retour vers le « local » mythifié, des écologistes, comme la droite nationaliste et traditionnelle, ont été perçus par les néo-libéraux comme des archaïques et des réactionnaires. Bruno Latour propose de reconsidérer ces catégories et de remplacer l'axe « local / global » par un axe « hors-sol / terrestre ». A titre d'exemple, vue à travers ce filtre, « L'aviation de masse actuelle serait alors [considérée] (...) comme une manifestation du « hors-sol » niant les limites planétaires, comme une idée archaïque, et la défendre serait vu comme réactionnaire. » « Pour Br. Latour, nous pouvons être à la fois "local" et "global", mais nous ne pouvons plus être "hors-sol" ».

« L'enjeu fondamental du débat politique dans la démocratie sociale-écologique sera de forger une opinion publique qui distingue le possible de l'impossible, le légitime de l'illégitime, le nécessaire de l'éventuel, le souhaitable du détestable, la raison de la folie, la mesure [et la tempérance] de la Dèmesure (...).

« Les positions idéologiques « hors-sol », c'est-à-dire qui tiennent les limites biosphériques comme nulles et sacralisent les frontières politiques actuelles, doivent devenir impossibles, facultatives, illégitimes, détestables et folles, et inversement, pour les positions terrestres, qui veulent acter les limites biosphériques et dépasser les frontières politiques actuelles [tout en veillant à plus de justice sociale]. »

²⁰ Une fenêtre dite « d'Overton », du nom de son concepteur, dirigeant d'un think tank américain (1960-2003). Un concept important « pour concevoir le changement de paradigme philosophique [économique] et politique dont nous avons besoin pour hisser la démocratie à la hauteur de l'Urgence. »

6. Comment un système de valeurs peut évoluer

L'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme acceptables dans l'opinion publique se situent dans un certain périmètre, appelé « fenêtre d'Overton ». Si un politicien propose une idée, une politique qui existe à l'intérieur de cette fenêtre, de ce cercle admis, il sera vu comme acceptable. Cette fenêtre peut néanmoins être ajustée dans le but de rendre acceptables par l'opinion publique des idées hors périmètre.

Illustration d'un processus de « déplacement d'une fenêtre d'Overton » (cas de l'aviation). Copié/collé des pages 178-181 de l'ouvrage.

- Étape 1 : de l'impensable au radical

Dans la première étape, l'idée même de ne plus prendre l'avion est un impensé. L'abandon de l'aviation de masse se trouve au niveau de tolérance le plus bas de la fenêtre d'Overton : *impensable*. C'était le cas chez nous en Occident il y a encore quelques années, avant le mouvement de la « honte de voler ».

Pour faire changer la position de l'opinion publique, on commence par transformer le sujet en question scientifique. Des savants renommés en parlent, des petites conférences et des colloques sont organisés autour des effets catastrophiques de l'aviation de masse. Puisque la science ne doit pas avoir de limites d'investigation, le sujet cesse alors d'être un tabou absolu. Il n'est plus impensable, et un petit groupe d'« extrémistes » contre l'aviation de masse se crée et fait des percées dans les médias. Cette opinion est alors perçue comme simplement *radicale*. Les critiques continuent à la considérer comme ir-réaliste et impossible.

- Étape 2 : du radical à l'acceptable

Dans cette étape, c'est l'*acceptation* qui est recherchée. Avec les conclusions scientifiques, ceux qui s'opposent de manière inflexible à l'ouverture sont traités en intransigeants, fanatiques opposés à la science. Un jargon pseudo-scientifique pourra être créé. On parlera de plus en plus de « honte de voler, car c'est immoral ». Les connotations négatives associées à l'idée de ne pas prendre l'avion seront alors adoucies. Une minorité significative commence à déclarer ne plus prendre l'avion et se tourner vers le train. Même si l'idée n'est pas encore largement acceptée, elle intègre progressivement le débat public.

- Étape 3 : de l'acceptable au raisonnable

Il s'agit ici de transformer le jugement de principe porté sur le fait de ne pas voler. D'une chose en principe inacceptable, on doit passer à une pratique « raisonnable ». Les moyens

de transport alternatifs à l'avion, comme le train de nuit, trouvent une justification ; par exemple, vu le réchauffement climatique, un tel comportement semble devoir se légitimer par le principe fondamental de protection de la vie humaine et naturelle. L'application d'un tel raisonnement au cas général se fait d'autant plus facilement que le concept était considéré au départ comme impensable, et donc n'était en butte à aucun des contre-arguments usuellement produits lors de l'émergence d'un débat intellectuel.

D'un autre côté, les « aviophiles » se targuent d'être pro-choix, défenseurs d'une liberté somme toute fondamentale, celle de voyager. Les irréductibles de l'idée sont, quant à eux, perpétuellement critiqués pour leur position devenue radicale. Si nécessaire, la communauté scientifique, conjointement aux médias, saura fournir les preuves que l'histoire est truffée d'exemples où voler est négatif et où les alternatives sont meilleures.

- Étape 4 : du raisonnable au populaire

Il s'agit d'intégrer la pratique défendue à la mentalité *populaire*. Cela passe par les canaux de diffusion culturelle comme les films, les romans, les journaux ou même la musique. Dans le cas de l'abandon de l'aviation de masse, les films de voyage peuvent illustrer une nouvelle manière de voyager, plus lente et plus soutenable. On pourra noter l'utilisation de célébrités ou de figures historiques décrites comme franchement adeptes du *slow travel*, le voyage lent, plus qualitatif, plus agréable, plus mémorable, à pied, à vélo, en train ou en bateau à voile.

- Étape 5 : du populaire au politique

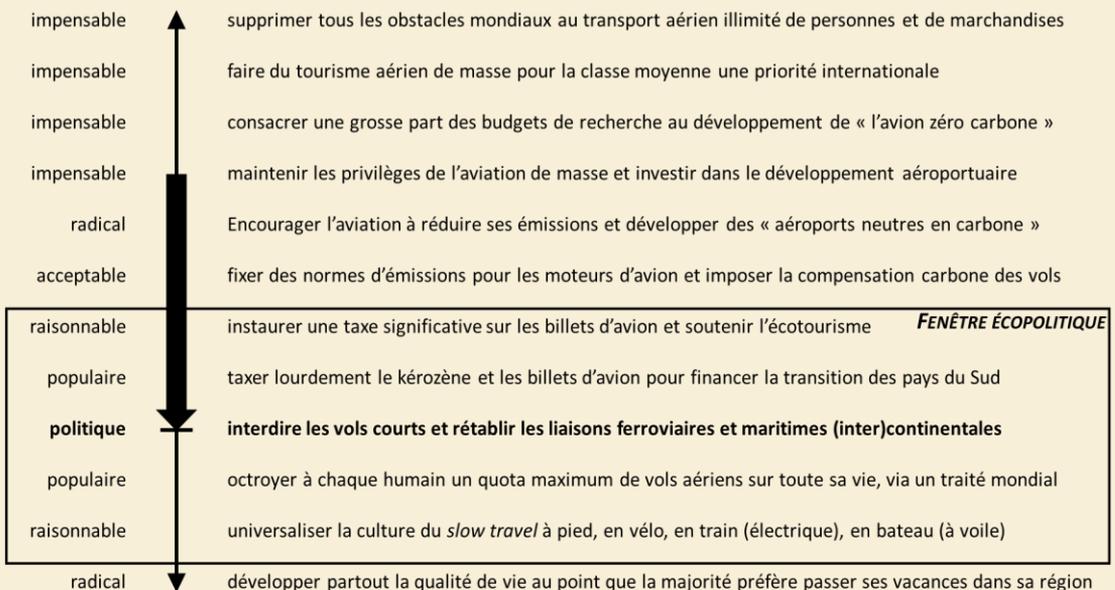
Une fois ancrés dans la société civile, les groupes de pression cherchent un relais *politique*, au travers de partis par exemple, et demandent une représentation légale. Dans le cas de l'abandon de l'aviation de masse, il serait ainsi question d'interdiction, de quotas, de taxation, de régulation. Ici, la possibilité de création d'un nouveau marché du voyage alternatif pourrait renforcer la position des courants anti-aviation avec le concours de l'industrie du voyage. Les pouvoirs publics pourraient alors supprimer toutes les aides à l'aviation et faire du soutien au voyage et au tourisme écologiques un axe politique prioritaire (subsidés, accompagnement, planification, formation, etc.).

Les étapes présentées ci-dessus forment un exemple de la méthode de déplacement radical de la fenêtre d'Overton d'une position de l'opinion publique à son contraire. Cependant, chacune des étapes, prises individuellement, constitue en soi une ouverture non négligeable de la fenêtre. De plus, la fenêtre peut être utilisée pour favoriser des idées impopulaires en introduisant dans le débat des concepts bien plus radicaux qui font pâlir l'impopularité de ceux que l'on défend en réalité. Les idées peuvent, en outre, être portées par des intérêts divers, ceux de grandes compagnies pétrolières comme ceux d'un

mouvement politique pour la justice, en passant par des terroristes extrémistes. Il s'agit d'une technique qui comme toute technique est à double tranchant, si elle n'est pas guidée par les finalités éthiques.

Enfin, pour réussir, la logique overtonnienne ne doit certainement pas apparaître comme l'instrument d'une restriction de nos libertés. Les Défenestrateurs ont beau jeu d'accuser les Menuisiers de vouloir instaurer une « pseudo-dictature écologique ». L'autolimitation nécessaire de l'élan quantitatif infini implique l'instauration démocratique de nouvelles limites politiques. Mais cette autolimitation quantitative a justement pour but de préserver la liberté, l'égalité et la fraternité, la joie d'exister, c'est-à-dire la possibilité d'une existence authentique. Le schéma suivant illustre le déplacement et le recadrage de la fenêtre sociale-écologique des possibles dans l'aviation, nécessaires pour respecter les limites planétaires. Cela implique de nouvelles normes culturelles pour démontrer qu'un autre « voyage existentiel sur Terre » est possible.

Illustration du déplacement de la fenêtre d'Overton, par la création d'une fenêtre écopolitique coïncidant avec la fenêtre sociale-écologique des possibles :



Deux autres visions : néolibéralisme et transhumanisme

(Extrait également de « Terre en vue »)

« Dans *homo* cohabitent *sapiens* et *demens*, la mesure et la Démesure, « l'Économe » et « le Flambeur ». Le célèbre économiste Nicholas Georgescu-Roegen a (...) montré que, vu les contraintes de la thermodynamique (autrement dit, les limites biophysiques de la planète et de notre corps), nous avons *grosso modo* le choix entre :

- a) vivre une longue vie d'espèce davantage « végétative » ou « contemplative » axée sur la qualité de vie, en limitant la taille du métabolisme économique au flux de ressources renouvelables et en minimisant le taux auquel nous consommons (mais érodons inexorablement) les ressources non renouvelables.
- b) vivre une vie d'espèce courte, mais agitée, excitante et pleine d'artifices, une « consommation » sans aucune limitation quantitative du métabolisme économique et en maximisant le taux auquel nous consommons les ressources non renouvelables.

Depuis la révolution industrielle, *de facto*, l'espèce, du moins sa frange la plus riche, a choisi, par action ou omission. Elle brûle littéralement la chandelle par les deux bouts en exploitant les combustibles fossiles et les matières premières minérales qui permettent l'artifice de nos modes de vie agités et excitants, mais majoritairement insatisfaisants, au détriment des plus pauvres.

Georgescu-Roegen a eu le mérite de mettre le doigt sur une question qui n'a encore jamais été posée démocratiquement. Voulons-nous une humanité « flambeuse » ou « économe » ? Cette question existentielle était déjà formulée au niveau individuel par le célèbre poète Jean de La Fontaine dans sa fable *La Cigale* (flambeuse) et *la Fourmi* (économe). Un choix éthique d'espèce, une politique de civilisation existe qui, peut-être, n'est pas susceptible d'être tranchée par une règle éthique définitive. Car, finalement, si l'espèce veut s'éclater et mourir jeune, n'est-ce pas encore bien son droit ?

Les **écomodernistes** refusent l'idée que les limites biophysiques contraindraient les trajectoires de civilisation possibles pour l'humanité. Ils estiment que la science et la technologie autorisent la poursuite d'une croissance illimitée indépendamment des limites planétaires ainsi qu'une modification illimitée de notre condition indépendamment des limites humaines. De sorte que l'espèce peut « s'éclater » sans bornes dans le temps et l'espace et qu'il n'y a aucun choix à faire sous la contrainte thermodynamique. Dans ce contexte, il convient de revenir sur les idéologies les plus dynamiques de notre époque : le néolibéralisme et le transhumanisme. Ce plaidoyer propose de les interpréter tous les deux comme deux faces de la même médaille, mentionnée dans la première partie :

l'illimitisme. Ces deux faces sont incarnées par des personnages comme Jeff Bezos, le fondateur et patron d'Amazon et les fondateurs et dirigeants de Google (Larry Page, Sergey Brin, Ray Kurzweil, etc.), qui non seulement sont parmi les entrepreneurs les plus riches du monde, qui possèdent les plus grosses multinationales, mais qui investissent aussi des montants faramineux dans des projets d'intelligence artificielle, de biotechnologie, de nanotechnologie, de logements, véhicules et robots autonomes, de cryogénéisation des corps, dans l'espoir d'une résurrection après la mort, de conquête de l'immortalité et de l'espace.

Le philosophe Michel Foucault a interprété le **néolibéralisme** comme un mode d'exercice du pouvoir, un mode de subjectivation des individus comme « entrepreneurs de leur vie » et une technique de gouvernement des corps (une biopolitique) qui pose comme seule limite la sanctuarisation de l'économie qui peut croître de manière illimitée. L'État néolibéral assure cette sanctuarisation par ses institutions. L'être humain y est seulement « *homo oeconomicus* », suivant seulement une rationalité économique (le calcul coût-bénéfice dans toutes les sphères de son existence). Pour le néolibéralisme, la transition écologique est « impayable », c'est l'individu « entrepreneur de sa vie » qui doit agir, la croissance économique et technologique nous sauvera et on doit lever toutes les limites à l'entreprise et à l'économie mondialisée.

Le **transhumanisme** peut, quant à lui, être interprété comme un mouvement philosophique et politique dont les partisans préconisent et prévoient l'amélioration de la *condition humaine* en développant et en rendant largement disponibles des technologies sophistiquées capables d'augmenter considérablement la longévité, l'humeur et les capacités cognitives des êtres humains, capables de changer la nature humaine elle-même. (...)

Le transhumanisme (...), et en cela il est un Illimitisme, veut utiliser la science et les technologies récentes et futures pour transgresser délibérément les bornes de la nature humaine. Il refuse de considérer cette nature humaine comme un donné, comme une limite.

Alors que le néolibéralisme est tourné vers la transgression de toutes les limites planétaires, le transhumanisme est tourné vers celle de toutes les limites du corps humain. Par rapport au problème de l'Écocide, le néolibéralisme répond que la croissance économique sauvera le monde, tandis que le transhumaniste compte sur la modification technologique de notre nature humaine. Face à l'enfermement planétaire, ils visent tous deux la conquête illimitée de la matière, de l'énergie, de la vie, du temps et de l'espace. (...)

Les néolibéraux pensent pouvoir transgresser et dépasser les limites planétaires, les transhumanistes, les limites humaines, et ils sanctuarisent tous deux la croissance techno-économique.

Les écologistes pensent que ces transgressions sont impossibles (et de toute façon non souhaitables quand bien même) et veulent désacraliser les pseudo-impossibles politiques et institutionnels en imposant à la science, à la technologie et à l'économie une autolimitation sociétale. »

Vers un éco-humanisme²¹

Face au transhumanisme, Charles Susanne²² propose **un humanisme de reconnaissance des droits liés à la protection de l'environnement** : « Le progrès doit être lié à une transformation de l'*Homo sapiens demens* (suivant Edgar Morin) en une véritable humanité. L'humanisme est plus que jamais nécessaire, pas un humanisme plaçant l'être humain au sommet de l'arbre évolutif ou au centre du monde ou en dominateur de la nature, mais un humanisme de reconnaissance des droits de tous les êtres humains et de leur communauté de destin, de droits des futures générations, des droits liés à la protection de l'environnement. »²³

²¹ NDLR

²² Docteur en biologie, Charles Susanne enseigne l'anthropologie et la génétique humaine à l'ULB et à la VUB où il fut doyen de la faculté des Sciences entre 1988 et 1992. Docteur *honoris causa* des universités de Szeged, Toulouse III Paul Sabatier, Bucarest et Eötvös Loránd à Budapest, il est également past-président de l'*European Anthropological Association*. Il a dirigé la publication *Transhumanisme. À la limite des valeurs humanistes* (Memogrames, 2015).

²³ « Éthique environnementale et climat. Comment l'envisager en tant qu'humanistes ? », Charles Susanne, 2024. Disponible chez Kvadrato, via <https://kvadrato.be/het-is-tijd-il-est-temps>

Brèves citations méritant d'être épinglées²⁴

Nous avons besoin d'une vision désirable de l'avenir, afin de nous mobiliser politiquement au présent.

Pour vivre notre vie, croire qu'une humanité existera encore après notre mort est indispensable. C'est un besoin spirituel fondamental.

Le changement historique est presque toujours l'initiative d'une minorité agissante, souvent privilégiée, qui parvient à obtenir si pas la participation, au moins l'assentiment de la majorité, en faisant basculer une partie du centre du spectre politique, souvent en s'associant aux luttes des classes les plus vulnérables.

Nous n'avons toujours pas compris que la technologie et l'économie les plus domestiques de notre quotidien – notre manière de boire, de manger, de nous abriter, de nous vêtir, de nous déplacer, de nous chauffer, de nous équiper, de nous soigner, de nous protéger, de nous divertir... – sont, elles aussi, devenues des armes de destruction massive. Car, d'où qu'elle émane, arme ou production de masse de biens et services, la puissance est un potentiel de destruction si elle est mobilisée par la Démesure.

Face à la Démesure, il nous faut opposer la mesure, cette pensée (...) transmise depuis la nuit des temps par les sages. Pour l'être humain qui veut agir pour empêcher que le monde ne se défasse, la révolte est aujourd'hui la seule manière d'exister. Aujourd'hui, je me révolte, donc nous sommes.

A ce stade, nous pourrions nous sentir écrasés par l'ampleur des défis...

Avant d'aller plus loin, l'épisode IV nous offrira de quoi nous (re)booster.

A suivre...

²⁴ Tirées de « Terre en vue ».

Présentation des huit épisodes

I. Un rapide diagnostic. Les neuf limites planétaires.

Le franchissement des limites planétaires augmente le risque de provoquer des changements environnementaux brusques ou irréversibles à grande échelle. Ils ne se produiront pas nécessairement du jour au lendemain, mais ensemble, les frontières marquent un seuil critique d'augmentation des risques pour les écosystèmes et les populations.

PDF : <https://gpclimat.be/2025/06/06/un-nouveau-recit-qui-donne-envie-dy-aller/>

Version audio : <https://gpclimat.be/2025/06/05/quelles-alternatives-a-limaginaire-de-la-american-way-of-life-episode-i-le-diagnostic-version-audio/>

II. Comment vivre en 2050 ?

« Le monde que nous devons créer », présente une vision du futur tentant de nous rassembler autour du respect des limites planétaires, et donc d'une certaine sobriété, en répondant à des questions très concrètes. Comment se loger, se déplacer, travailler, produire, se nourrir, consommer, préserver sa santé, réduire les inégalités ? Dans quel cadre philosophique et psychologique ? Et dans quel cadre démocratique ?

<https://gpclimat.be/gpc-storage/2025/04/De-nouveaux-recits-pour-donner-envie-dy-aller-Episode-II-Version-1.0-du-24-03-25.pdf>

III. S'autolimiter ?

Si le débat sur le diagnostic – climat *entre autres* – est clos (ou devrait l'être), par contre, s'agissant des solutions et des visions pour le futur, c'est tout autre chose. Et certains scénarios hyper-technologiques auxquels certains travaillent déjà peuvent laisser rêveur ou inquiéter.

Cet épisode aborde la question sous un angle politique : convient-il de conclure un Pacte social-écologique prônant la sobriété, ou de suivre d'autres voies ?

IV. Une petite halte pour se (re)booster

Respecter les limites planétaires : plus facile à dire qu'à faire. On pourrait même se sentir écrasés par l'ampleur des défis. Quant à l'expression courante « Transition » (énergétique, économique, écologique), elle semble n'être qu'un bel euphémisme.

Pour cette raison, avant d'aller plus loin dans le concret, ce quatrième épisode vous propose une petite halte. Vous y trouverez à toutes fins utiles de quoi vous (re)booster.

V. Comment y arriver ? Première partie : le « Plan de transformation de l'économie française »

Comment espérer traduire dans le concret la nouvelle vision ? « Transition » ou bouleversement ? Avec ce cinquième épisode (et le suivant), « on rentre dans le dur ».

À quoi, concrètement, les différents secteurs économiques doivent-ils se préparer pour s'engager dans une telle voie de transformation ? De quels accompagnements ont-ils impérieusement besoin ? Quels emplois seront perdus/gagnés ? Jusqu'où la demande des citoyens-consommateurs sera-t-elle prête à se modifier de manière disruptive ? Et – on sait que si l'offre répond à la demande, dans bien des cas, c'est l'offre qui crée la demande – comment les entreprises feront-elles évoluer la demande ?

Voici un premier exemple de plan de transformation de l'économie, version The Shift Project.

VI. Comment y arriver ? Seconde partie : le « Plan Negawatt ».

L'empreinte environnementale globale de notre système de production et de consommation est fortement réduite. De nouvelles dynamiques économiques sont enclenchées. Les conditions sociales sont améliorées. L'ensemble de la population profite d'une meilleure santé.

Il ne s'agit pas d'un scénario de science-fiction : il se base sur des technologies suffisamment matures pour qu'elles puissent être déployées à grande échelle, dans un délai compatible avec la trajectoire définie.

Bien que son périmètre se limite à la France métropolitaine, ce scénario s'inscrit résolument dans une vision mondiale.

VII. Comment y arriver ? Troisième partie : le débat.

Le « Plan de transformation de l'économie française » (PTEF) de « The Shift Project » prévoit, tout comme le plan alternatif de « Négawatt », de réduire de 50% la consommation d'énergie finale en France d'ici 2050, mais les chemins pour y arriver divergent : le premier s'appuie largement sur l'énergie nucléaire tandis que Négawatt parie principalement sur les énergies renouvelables.

Cette troisième partie nous livre le résumé d'un débat organisé en février 2023 entre Jean-Marc Jancovici (The Shift Project) et Yves Marignac (NegaWatt), un débat de fond d'une durée de 1h44, qui portait sur le thème « Comment sortir des énergies fossiles ? ».

VIII. Vers quel modèle économique ?

Cet épisode revient sur trois concepts concurrents :

Une croissance verte « favorable à l'environnement » = veiller à de meilleures performances écologiques, tout en maintenant notre modèle de croissance.

Une croissance « durable » = adapter notre modèle économique, pour le rendre équitable (socialement) et soutenable (écologiquement).

Une économie « globalement stationnaire, légèrement fluctuante » = changer de paradigme pour réduire notre empreinte écologique.

Commentés par **Georges-Louis Bouchez** (propos recueillis notamment lors d'un échange avec lui), outre quelques réflexions de **Bruno Colman** et **d'Olivier De Schutter**.

Pour ensuite nous livrer une note de lecture de « **Ralentir ou périr – L'économie de la décroissance** » de **Timothée Parrique** (Ed. du Seuil, 2022).

Et deux réflexions :

– « Nous sommes en train de coloniser le futur, avec la même violence que nous avons colonisé les autres continents » (David Van Reybrouck).

– « Quand bien même la population suivrait, les moyens proposés par les décroissantistes sont insuffisants pour atteindre l'objectif climatique de 2050. Il faut, même si cela semble paradoxal, encourager l'augmentation de la consommation » (Corentin de Salle, Directeur du Centre Jean Gol, et Damien Ernst, de l'Ulg).